

COVALENCE ANALYST PAPERS

Charles Taylor ou comment piller un pays : le business de la guerre au Liberia et en Sierra Leone entre 1990 et 2003

[Sébastien Morard](#), Hautes Etudes Internationales (Switzerland), analyste stagiaire,
Covalence SA, 9 mai 2006

Introduction

Cette étude vise à examiner les liens entre Charles Taylor, seigneur de guerre, chef rebelle puis chef d'Etat désormais inculpé des pires crimes, pour qui *«la présidence n'aura été qu'un moyen de s'enrichir toujours plus au dépens de ses concitoyens mais aussi de toute l'Afrique de l'Ouest»*¹, avec le commerce international. Le Liberia des années 1990 aura été le théâtre d'une horrible guerre oubliée, ses factions dévastant la région, employant dans le cadre de « small boy units » des enfants déracinés, drogués et transformés en bêtes sanguinaires équipées de Kalashnikov.

Si, comme le titre en 2003 le Figaro, «le monde se fiche du Liberia »², notre dossier démontre que cette guerre n'aurait pas été possible sans le commerce international et l'appropriation des ressources du pays par les différentes factions. Nous effectuons ici un retour historique sur la région et sur le parcours de cet homme. Ensuite nous verrons comment l'exportation de bois tropical, de caoutchouc, et surtout des diamants de la région, qui sont parmi les plus beaux du monde et se trouvent parfois à portée de main en abondance dans certaines zones, sont directement liés à certaines multinationales. En effet, même avant d'obtenir la légitimité de l'Etat, Charles Taylor a pu, par son contrôle des régions minières et forestières, se bâtir un important trésor de guerre, et la logique du capitalisme mondial a fait qu'il était un fournisseur de choix de certaines entreprises, offrant des meilleurs prix grâce à un racket systématique, à la terreur, et bien évidemment à l'ignorance de toute norme environnementale et du travail, devenant ainsi un partenaire commercial attractif de la France et de la Chine notamment³.

Nous verrons aussi que ce commerce est directement en contact avec les pires trafics menaçant la sécurité globale : les armes légères, la cocaïne, le crime organisé, le terrorisme islamique.

Le Liberia d'avant Taylor

Avant de décrire le parcours de Taylor vers le contrôle du pays, dès Noël 1989 jusqu'à sa chute en 2003 ; il importe, pour bien saisir la gravité de ses actes, de revenir sur l'histoire de ce pays.

Le pays, créé par les USA au profit des esclaves affranchis et protectorat de fait des américains, fait figure de modèle dans les années 1950-1960, avec une croissance économique moyenne de 11.5% et la plus grosse flotte marchande du monde. Il est également le 4^{ième} exportateur mondial de fer⁴. Il est néanmoins traversé de clivages sociaux importants entre les autochtones, et les citoyens venus des Etats-Unis. Les natifs

¹ La Croix, 11.08.03

² Le Figaro, 24.06.03

³ Mary H. Moran, 2005, cite William Reno, 1993/1998

⁴ La Croix, 4.08.03

prennent le pouvoir en 1980, par le coup d'Etat de S. Doe⁵, ceci marquera le début de la violence et de l'instabilité, jusqu'à la guerre civile dès 1989 entre l'armée loyaliste, le NPFL de Taylor, et le INPFL. Le nombre de factions se multipliera et la guerre s'étendra aux pays voisins.

Portrait d'un génie du mal⁶

Charles Taylor, né en 1949 d'une famille indigène, part étudier aux Etats-Unis et y décroche un diplôme en sciences économiques. Fonctionnaire, il gagne son premier surnom : "Superglu". Il retourne au Liberia et obtient un poste élevé et lucratif dans l'administration. « Mais "Superglu" trouble la comptabilité du président, qui l'accuse de lui avoir volé 1 million de dollars. Charles Taylor doit fuir le pays.

Faisant l'objet d'un mandat d'arrêt international, Charles Taylor est appréhendé et mis en prison. [...] Cependant, en nouant des draps comme dans un film de série B, [il] s'évade, en 1985, de la maison d'arrêt de Boston. Ensuite, on perd sa trace, le temps qu'il se mue en "combattant", grâce aux pétrodollars du colonel Kadhafi. [...] »

⁵ La Croix, 4.08.03

⁶ D'après le portrait du Monde, 29.06.03, 07.06.03, et La Croix, 4.08.03, 11.08.03

⁷ L'Hebdo, 25.05.2000

⁸ Monde diplomatique, 1.09.94

⁹ Mary H. Moran 2005

¹⁰ Le Monde, 29.06.03

¹¹ La Croix, 12.8.03

¹² W. Reno, 1995, Corruption and state policy in Sierra Leone

¹³ Libération, 08.07.03

¹⁴ Portrait édifiant dans le Figaro, 24.6.03 ; et dans William Reno, 1998.

¹⁵ L'Hebdo, 25.05.2000

¹⁶ Le monde diplomatique, *Pourquoi tous ces coups d'Etat en Afrique* 1.1.04

¹⁷ Expression du politologue Zartman

¹⁸ Mary H. Moran, 2005; citant Kaplan, 1994, 2000

¹⁹ Concept du politologue P. Collier

²⁰ La Croix, 13.08.03

²¹ Le Monde Diplomatique, *Pourquoi tous ces coups d'Etat en Afrique* 1.1.04

²² De Beers, acteur dominant sur le marché du diamant, est une compagnie d'origine Sud-Africaine appartenant au géant Anglo American. Elle a fait parler d'elle dans d'autres affaires de «diamants de conflit »

²³ Le Monde Diplomatique, 01.06.2000

²⁴ L'Hebdo, 25.05.2000, p.54

²⁵ Force ouest-africaine de paix

²⁶ Ce paragraphe cite Le Monde Diplomatique, 01.06.2000. La bauxite est la matière première servant à fabriquer l'aluminium.

²⁷ Citations extraites du Monde, 3.8.2000

²⁸ Ce paragraphe cite Le Monde, 22.12.00

²⁹ Courrier International , 29.06.2005, d'après The Independent

³⁰ Le Monde, 24.11.2001

³¹ Le Monde, 07.01.2003

³² Le Monde Diplomatique 01.01.1998

³³ Le Monde, 13.95.2000

³⁴ Le Monde 22.12.2000

³⁵ Le Figaro magazine, 07.01.06

³⁶ L'Hebdo, 27.07.2005, p. 34

³⁷ L'Hebdo, 27.07, 2005

³⁸ Le Figaro, 24.06.2003

³⁹ Le Monde Diplomatique, 01.01.04

⁴⁰ Les Echos, 12.08.2002

⁴¹ Libération, 26.02.02

⁴² Le Monde Diplomatique, 01.09.1994

⁴³ Libération, 08.12.1995

⁴⁴ *ibid.*, et La Tribune, 16.09.1992

⁴⁵ www. telequebec.qc.ca

C'est à ce moment que cet homme, dont la devise est *"Think Big"*, aux allures de « *marine américain derrière ses Ray-Ban noires* », va entrer sur la scène internationale et gagner de ses combattants son second surnom : « Le Diable »⁷. Son programme politique: aucun, à part, ironiquement, « *une économie libérale* ».

Avec quelques mercenaires libyens et en passant par la Côte d'Ivoire, il lance sa rébellion à Noël 1989. Il conquiert rapidement 90% du pays en 1990⁸, à l'exception de la capitale Monrovia où il se heurte à l'ECOMOG, la force ouest africaine d'interposition. La guerre continue ainsi jusqu'en 1996 au gré du flux et reflux des factions, une guerre d'usure qui a fait 200'000 morts⁹.

En 1997 il est maître du pays et organise des élections. « *Les Libériens se résignent, [à] élire le principal warlord comme président, avec plus de 70 % des voix. "C'est vrai que j'ai tout gâché, mais donnez-moi une chance pour le réparer", était l'un des slogans de sa campagne électorale. L'autre était plus brutal : "J'ai tué ton père, j'ai tué ta mère : vote pour moi si tu veux la paix."* »¹⁰. Il prendra pourtant ensuite l'apparence d'un président pour la réconciliation nationale, vu de l'extérieur du moins, malgré la terreur qu'il entretient à l'intérieur.

Ceci ne l'a pas empêché d'exporter la guerre. Avant d'arriver au pouvoir, Charles Taylor avait trouvé le moyen d'inciter le caporal sierra-léonais Foday Sankoh, rencontré en Lybie et enrôlé dans le NPLF, à lancer sa propre rébellion en Sierra Leone. « *Son mouvement, le RUF, se fournit en armes et trouve son appui logistique chez Taylor, en échange des diamants qu'il fait exploiter au Sierra Leone. Taylor en profite pour s'enrichir à outrance, notamment grâce à ce trafic* ». En 2000, le RUF prend en otage la mission de maintien de la paix MINUSIL, réveillant ainsi l'attention de la communauté internationale.

Le président Taylor (entre 1997-2003)

Taylor, qui « *apprécie les tenues immaculées barrées de cordons et de médaille, brandit une canne de bois sculptée et n'est pas avare de déclaration à l'emporte-pièce* »¹¹, ne changera guère ses activités intérieures. En effet, en 2000, l'eau n'est toujours pas rétablie dans la capitale, et une kleptocratie est mise en place. Une rébellion se met en place (le LURD, soutenu par les USA), replongeant le pays dans le chaos.

« *En 2000, après six mois d'enquête, un rapport des Nations unies "certifié à 100 %" l'implication de Charles Taylor dans le trafic des "diamants de sang" en provenance de Sierra Leone [...]. On peut donc dire que dans ces années, le Taylorland dépasse les frontières et contrôle totalement l'activité minière*¹², alors que la Sierra Leone est à feu et à sang.

Depuis mars 2001, le Liberia fait l'objet de mesures punitives de la part de la communauté internationale. « *Le régime des sanctions s'est durci, du boycottage aérien à l'embargo sur l'exportation des grumes en passant par l'interdiction d'acheter des gemmes libériennes. Longtemps, le despote de Monrovia s'en est moqué : "Nous accuser de trafic de diamants, c'est comme accuser l'Arabie saoudite de faire la contrebande du pétrole"* ».

En 2003, alors qu'il est de plus en plus isolé et sur le départ, on peut dresser un état des lieux des actions et des exactions de son régime prédateur. Alors qu'il vit dans un luxe ostentatoire, l'Etat n'existe plus, remplacé par une structure féodale dirigé par le trafiquant d'armes et de diamants. *Libération* fait le point suivant : « *Du linge sèche au ministère des affaires internes, squatté par des dizaines de familles" [...] Dans des moments difficiles, le ministre de la santé est parfois le seul chirurgien de la ville" [...] « Lorsque l'imposant convoi de Charless Taylor traverse la ville en trombe, les gens se figent au bord de la route, pétrifiés- « Ce sont les derniers modèles »- s'indigne un libérien devant les luxueux véhicules tout-terrain des officiers. La simple évocation des généraux inspire aux habitants la terreur. « surtout il ne faut pas se fâcher avec ces gens là. [...] Au moins 7 unités différentes fidèles à Taylor opèrent dans la capitale. Filles et garçons, les enfants et adolescents imposent leur loi. »*¹³

En effet, le revenu moyen en 2003 est de 83 \$ par habitant, le taux de chômage de 85%, l'illettrisme de 80%, et le pays compte 20 médecins.

Dans le Taylorland, les enfants-soldats, qui se comptent par milliers, et « *qu'il a fait enlever pour en faire des fighters incroyables* », que ses colonels abrutissent à coup de cocaïne et de marijuana (La Lyons food, selon le Colonel Tarnue Johnson, « *c'est pour leur donner du courage au combat* ») terrorisent la population, cramponnés à leur AK-47, chantent en riant : « *The Kalashnikov lifestyle is our business advantage* »¹⁴. Des estimations parlent de 15% des effectifs ayant moins de 15 ans et de 20% entre 15 et 17

ans.

Ceci s'est déroulé dans l'apathie générale de la communauté internationale, qui faisait confiance à Taylor jusqu'en 2000¹⁵, ou il signe la paix de Lomé (qui prévoit l'amnistie des crimes de guerre de tous les camps...) et lâche le RUF de Sankoh (tout en continuant le trafic).

Mais suite aux menaces américaines de 2000, l'ONU va enfin adopter des mesures contre le business de Taylor. Ce n'est qu'en 2003 que G.W. Bush hausse le ton et demande à Taylor de partir, celui-ci obtient des garanties et négocie son départ en exil au Nigeria où l'attend une villa et des centaines de millions de dollars accumulés. Il fixe lui-même son abdication pour le 11.08.2003 à 11h59, et souhaite à son successeur de faire mieux que lui alors que le 4 août, la force internationale et les casques bleus arrivés à Monrovia sont accueillis dans la liesse.

Il séjournera au Nigeria sous sanctions personnelles de l'ONU, il a été arrêté ce printemps à une frontière alors qu'il tentait de fuir et qu'Amnesty International l'avait qualifié de fugitif international. Sous les pressions internationales, le Nigeria l'a extradé à Freetown, où le Tribunal spécial pour la Sierra Leone l'avait inculpé dès mars 2003, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité pour meurtres, actes de terreur envers la population civile de Sierra Leone, violences sexuelles, utilisation d'enfants-soldats, enlèvements, travail forcé et attaque contre les forces de maintien de la paix des Nations-Unies. Ces accusations ne prennent pas en compte ce qu'il a fait au Liberia en tant que chef d'Etat.

Comment cela fut possible ?

Reste la question du pourquoi : comment se fait-il qu'en partant de quelques combattants on puisse s'emparer ainsi du pays et de ses richesses, question politique que l'on se pose avant d'analyser de plus près le business de Taylor.

Les politologues offrent plusieurs grilles d'analyse, mais tous s'accordent à dire que les dernières décennies ont vu apparaître de nouveaux types de conflits et d'acteurs.

La fin de la guerre froide entre dans le cadre de notre problématique : «[à ses] *lutttes idéologiques [...] ont succédé une double déstabilisation en raison de l'insertion à marche forcée dans la mondialisation économique d'une part, et, d'autre part, de la démocratisation improvisée d'Etats sans moyens. Ces 2 phénomènes ont abouti à délégitimer les constructions nationales naissantes et à rendre purement fictive la souveraineté de ces pays.* »¹⁶. En effet, la fin de l'affrontement est-ouest a vu fondre les aides fournies à de nombreux pays du sud par les USA et l'URSS pour qu'ils choisissent leur camp. Si l'on ajoute à cela la rigueur financière prônée par les institutions financières internationales, et la pression des multinationales sur les questions de localisation des activités, on aboutit à ce que les politologues appellent des *failed states*, ou des *collapse states*¹⁷. C'est-à-dire des Etats qui manquent tant de ressources qu'ils ne peuvent plus assurer leurs missions de base et perdent ainsi toute légitimité, la porte est ouverte à l'anarchie, à une espèce de néo-féodalité (ou New barbarism) où seuls les rapports de force comptent (et où les certaines compagnies instrumentalisent l'usage de la violence légitime- voir plus loin). Ceci est renforcé par les questions tribales et ethniques, la dégradation de l'environnement et des conditions de vie, l'explosion démographiques¹⁸.

La compétition entre acteurs pour le contrôle des ressources, crée également des raisons de conflits, on peut les analyser selon le point de vue réaliste (compétition entre groupe pour des richesses), mais il nous semble plus intéressant d'adopter la notion de *greed & grievance wars*¹⁹ : des guerres lancées avec pour seule motivation le profit à court terme, l'appropriation de ressources commercialisables, ceci est véritablement nouveau. Une seule personne, certains qualifient Taylor d'« *entrepreneur politico-militaire* »²⁰, investit dans des mercenaires, des armes, pour en tirer des profits en vendant les ressources que le travail de son armée lui rapporte, de même, il acquiert le pouvoir politique pour renforcer sa position sur le marché et étendre ses affaires. Cette monétisation du pouvoir politique est inquiétante, moyenâgeuse, et laisse les organisations internationales démunies, car celles-ci sont basées sur la coopération entre Etats, or comment régler des affaires internes si l'Etat n'est plus qu'une fiction juridique, si « *les frontières sont devenues poreuses et fictives* »²¹?

Un commerce international sale

Nous examinons ici l'aspect sulfureux de cette histoire tragique : en effet, si l'Occident s'intéressait peu à ce qui se passait en Afrique de l'Ouest, ce n'est pas le cas de certaines

entreprises, dont le commerce tire directement parti des actes décrits ci-dessus : « *Si vous voulez faire des affaires au Liberia, la seule solution est de s'associer à Charles Taylor ou à quelqu'un de son entourage, confirme un businessman à Monrovia. Il a les mains dans tous les trafics et prend une commission sur tout ce qui rapporte* ». Il est parfois difficile de trouver une dénonciation claire des entreprises impliquées, mais nous décrivons ici les principaux marchés concernés : les diamants, le bois tropical, les armes et le caoutchouc.

Diamants

Le Monde Diplomatique rapporte en 2000 : « *C'est à Monrovia que se négocie une bonne partie du diamant Sierra-Leonais, drainant environ 200 millions \$ par an « en connexion avec les marchés des armes, de la drogue et du blanchiment d'argent partout en Afrique », échappant aux contrôles UN. La pierre précieuse arrivée de Sierra-Leone devient « libérienne ». Ce système profite aux compagnies telles que De Beers²² ou Lazare Kaplan International, car l'extraction artisanale pratiquée en zone rebelle ou milicienne Sierra-Leonaise ainsi que la vente par le biais de la contrebande, permettent d'acheter au prix bas des pierres en brut qui se comptent parmi les plus parfaites du monde et qui sont négociées ensuite à 270\$ par carat en moyenne, avant la taille. Les opérateurs qui ont accès à ces pierres peuvent ainsi conserver la plus grande marge de bénéfice.²³ Les exportations de diamants par le Liberia s'élevaient en 1999 à 298 millions de dollars²⁴.*

Le bradage des ressources, profitant au RUF, entretient donc les hostilités au Sierra Leone, dont le dirigeant tente de récupérer les zones susceptibles de juteux profits. On notera qu'au Sierra Leone, les deux parties n'ont aucune légitimité, le gouvernement reconnu par la communauté internationale ne fournit plus aucun service depuis 15 ans (et tient grâce à l'ECOMOG²⁵ et à des mercenaires aux ordres des services secrets britanniques), mais signe des contrats « *avec des compagnies minières canadiennes, américaines, belges, britanniques ou sud-africaines. La Sierra Leone a été hypothéquée sous forme de concessions de diamants, rutile, bauxite et d'or. [...] Quatre compagnies se taillent la part du lion : Global exploration Corp., Rex mining (Belgique), DiamondWorks (Canada)[...]. Chacune de ces compagnies détient des réseaux d'agents leur permettant de maintenir à peu près en état leurs installations.* ».

L'enjeu est énorme : la Sierra Leone exporte pour « *plus d'un milliard de dollar par année de diamants, assez de bauxite pour influencer sur les cours* »²⁶

En 2000 donc, un changement a lieu suite à l'attaque contre la MINUSIL et à l'intervention de Richard Holbrooke, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, qui accuse les autorités libériennes et burkinabées d' « *alimenter la guerre en Sierra Leone [et de] profiter du commerce illégal de diamants* ». Ce dernier a également affirmé dans une rencontre entre le Conseil de Sécurité et l'industrie du diamant qu' « *il y a des raisons de croire que les leaders du RUF et le président du Liberia ont empoché des commissions de plus en plus importantes, particulièrement le président Taylor, pour avoir facilité le transfert d'armes et de diamants* ». Enfin, l'ambassadeur américain a déclaré qu' « *avec les diamants, Taylor est le Milosevic de l'Afrique* »²⁷, le déstabilisateur de toute une région. La Grande-Bretagne accuse personnellement Taylor d'avoir dirigé l'attaque du RUF contre les casques bleus. On savait donc clairement ce qui se passait.

L'ONU a pris en main l'affaire et a établi formellement les faits dans le rapport présenté en décembre 2000 par une commission internationale *ad hoc*. Son rapport, qui préconise un embargo total sur les diamants, dit que ceux-ci « *sont devenus la principale source de revenus du RUF et sont plus que suffisants pour lui permettre de poursuivre ses ambitions militaires* ». Elle estime les revenus de cette activité à 125 milliards de dollars par an et affirme qu'elle « *ne serait possible sans l'approbation et l'implication directe des autorités libériennes au plus haut niveau* », et démontre un lien formel entre le régime et le RUF : entraînement, armement, logistique, asile²⁸.

On a donc deux gouvernements officiels incriminés directement et militairement dans ce trafic, les pierres transitant par le Liberia sont collectés par des commerçants syriens ou libanais et se retrouvent sur le marché de la contrebande à Anvers. En 2001 un embargo est promuglé sur les diamants à l'encontre de la Sierra Leone et du Liberia.

La communauté internationale a tenté d'empêcher le trafic des diamants de conflit, un problème récurrent, par des instruments peu efficaces, comme le Kimberley Process, qui regroupe des diamantaires, mais personne ne contrôle l'application de ces normes²⁹.

Le trafic libérien a également impliqué des acteurs encore plus troubles. Certains sont liés à des "membres" de la nébuleuse terroriste Al Qaïda, selon des renseignements du *Wall Street Journal* et du *Washington Post*, relatant comment un proche de Ben Laden a été reçu au plus haut niveau à Monrovia³⁰. « *Al-Qaïda a commencé à orienter ses fonds vers le diamant et les pierres précieuses juste avant les attentats du 11 septembre, puis a continué suite au gel des fonds d'origine terroriste : c'est ce qui ressort d'enquêtes sur les sources de financement du réseau islamiste.* [...] »

La filière Al-Qaïda opérait également depuis Anvers via la société ASA Diam fondée en 1998 par deux cousins libanais, Aziz Nassur et Sammy Ossailly. Selon une longue enquête des services secrets européens, citée par le Washington Post le 29 décembre, cette compagnie aurait écoulé pour au moins 20 millions de dollars de diamants exportés illégalement par Al-Qaïda de la Sierra Leone. Les deux intermédiaires agissaient pour le compte d'Ibrahim Bah, ancien rebelle sénégalais entraîné en Libye et principal revendeur de diamants fournis par le Front révolutionnaire uni (RUF), le mouvement rebelle de Sierra Leone. Ces diamants auraient été transportés à Monrovia avec la complicité du président du Liberia, Charles Taylor. D'après les enquêteurs, en échange de cette aide, ce dernier aurait reçu 1 million de dollars de Nassur. [...] »

Ce trafic met aussi l'accent sur le rôle de Dubaï comme plaque tournante des transactions du réseau terroriste : dans cet émirat du Golfe, Nassur aurait mis sur pied le paiement en espèces destiné à Charles Taylor ; c'est toujours à Dubaï qu'Al-Qaïda avait investi sur le marché de l'or.

Autre constatation : la facilité avec laquelle le réseau terroriste s'est joué du système de certificats établi en octobre 2000 en Sierra Leone par le Conseil supérieur du diamant, l'organisme représentant le centre diamantaire anversoïse, pour lutter contre le trafic des "diamants de conflit". »³¹

Ce trafic était directement lié à celui des armes : la rébellion Sierra-Leonaise, alliée de fait de Taylor, n'est pas touchée par l'embargo sur les armes décrété longtemps sur la Sierra Leone seulement.

Trafic d'armes et crime organisé

Ce trafic touche plus ou moins de près des gouvernements, des mafieux russes, des sociétés privées et a lieu entre le Liberia et les ex-pays soviétiques, en particulier l'Ukraine, qui après la chute de l'URSS, dépendent de la demande africaine pour maintenir l'emploi dans les usines d'armement. On signalera également l'appropriation par certains hommes d'affaires, des gigantesques stocks d'armement conventionnel soviétique, et le transfert de Kalashnikov depuis d'autres zones de conflits par des marchands d'armes³².

« L'embargo sur les armes qui frappe la Sierra Leone n'y a absolument rien changé. Pour ce trafic, la rébellion s'appuie sur deux alliés : le Liberia et le Burkina Faso. Schématiquement, et selon les différents rapports des Américains ou des organisations non gouvernementales (ONG) sur le sujet, le circuit est le suivant: le Burkina Faso commande des armes, le plus souvent aux ex-Républiques Soviétiques et en particulier à l'Ukraine, officiellement pour équiper son armée nationale ; puis il les fait acheminer vers les bases du RUF via le Liberia. Le Burkina est rémunéré directement en diamants et se charge ensuite de les écouler. Le reste des pierres précieuses est vendu sur le marché international via le Liberia, qui exporte [en 2000] jusqu'à soixante fois plus de carats qu'il est capable d'en fournir à partir de ses propres ressources, selon une étude publiée cette semaine dans le Financial Times. »³³

Selon le rapport de l'ONU de décembre 2000 mentionné plus haut, l'Ukraine a exporté des armes au moyen d'une société détenue par l'Etat, et a essayé de ralentir l'examen de ce rapport par le Conseil de Sécurité³⁴.

Le commerce d'arme se joue des embargos (mis en place dès 2001). En 10 ans, 32 milliards de dollars d'armes ont quitté l'Ukraine, faisant « *la fortune d'une demi-douzaine de trafiquants répertoriés, [...] plus ou moins proches de la mafia russo-ukrainienne, [...] ils défrayent la chronique autant qu'ils déjouent la police.* On peut citer parmi eux Viktor Bout, un Tadjik fiché par Interpol voyageant avec 7 passeport sous 7 noms différents et livrant des armes par cargaisons entières avec sa flotte personnelle, Air Cess, composée d'une soixantaine d'Antonov et d'Ilyouchine. Mis en cause par les plus hautes instances onusiennes, mais se jouant des services secrets, il « *a alimenté tous les seigneurs de la guerre et les chefs de milice du continent africain* »³⁵.

L'organe d'information Common-Dreams relève aussi l'envoi par une société serbe en 2002 (sous embargo), de 210 tonnes d'armement au Liberia, soit 5160 armes à feu, 4500 grenades, 6500 mines et 350 lances-missiles, ainsi qu' « assez de munitions pour tuer toute la population, et de quoi entretenir une armée de 10'000 hommes durant 1 an ». La République Tchèque, géant de l'armement dans l'ancienne division soviétique du travail, n'est pas en reste dans l'expédition d'armes en Afrique³⁶.

Il faut savoir que les armes légères sont une problématique extrêmement grave, dans le sens que les opérations de désarmement sont très difficiles, lentes et coûteuses- De plus, les armes légères font 90% de victimes civiles, propageant durablement l'instabilité, le non-droit et la peur dans les populations et compromettent les cessez-le-feu. Leur commerce est incontrôlable, les marchands d'armes se jouent des embargos comme des radars aériens. Quand aux avions qu'ils utilisent, les cargos de type soviétiques, ils sont résistants et peuvent s'acheter à Moscou pour 30000 dollars³⁷, et naviguent souvent à vue, se jouant des radars.

Bois tropicaux

Dès que le commerce de diamants contre des armes s'est fait plus difficile, avec les sanctions imposées en 2001 par le Conseil de Sécurité, Taylor va compenser sa baisse de revenus par une augmentation des exportations de bois, ce qui va dévaster la forêt liberienne. En 2003, les sanctions de l'ONU sont reconduites et élargies au bois³⁸. On peut donc dire que certaines multinationales du bois ont un rôle dans la décomposition du Liberia³⁹. « Certaines sociétés forestières sont directement impliquées dans la violation des sanctions contre le Liberia [...citons]l'exemple de l'Exotic Tropical and Timber Enterprises, qui aurait payé des livraisons d'armes »⁴⁰. On estime que ce commerce a rapporté en 2002 entre 150 et 200 millions de dollars.

En février 2002, Greenpeace menait au port de Sète en France une action dénonçant ce commerce, bloquant un cargo de la société Bolloré arrivant de Monrovia avec 1500 arbres centenaires destinés à la menuiserie. Le responsable de l'actoin a déclaré : « La France est le seul pays avec la Chine à ne pas respecter l'embargo de l'ONU sur les importations de bois en provenance du Liberia [...] où 60% de la poche forestière a été détruite ». L'article de *Libération* relatant l'événement ajoute que le commerce de bois tropicaux par le port de Sète s'élève à 110'000-120'000 tonnes par an⁴¹.

Pendant ce temps, les concessions et le commerce direct de bois alimentent les comptes en Suisse de Taylor (Selon Global Witness, en 2002, 3.8 des 14 mia/\$ africains placés en Suisse viennent du Liberia), qui est par ailleurs actionnaire de l'Oriental Timber Association.

Caoutchouc et autres trafics

En 1994 Taylor s'était essayé au commerce du fer, et a reçu 1 million de dollars au Luxembourg⁴². Dans sa progression vers le pouvoir, il s'est adonné au pillage de tout ce qui se trouvait surle passage du NPFL, jusqu'à démonter les turbines d'une centrale électrique⁴³. Le caoutchouc des gigantesques plantations abandonnées par Firestone était exporté malgré les combats avec des complicités en Côte d'Ivoire, finançant l'avancée de Taylor⁴⁴. Par ailleurs, des liens financiers entre Firestone (aujourd'hui Bridgestone) et le NPFL ont pu être prouvés.

Enfin, le Liberia distribuait pour près de 18 milliards de dollars par an (chiffre aux alentours de 2002, ou 1500 navires battent pavillon liberien) de certificats de complaisance, fixant son drapeau sur les bateaux les plus vétustes du monde, menaçant souvent les écosystèmes marins.

Conclusion

En quittant ses fonctions gouvernementales, Charles Taylor aurait déclaré : « *L'Histoire sera clémente avec moi* », nous osons espérer que la justice internationale pourra fonctionner et triompher, à Freetown ou à la Haye. Cependant, au vu de ces investigations, on peut dire que rien de tout ceci n'aurait été possible sans la complicité active de certains acteurs économiques ou le manque d'intérêt de l'occident.

« Ceux qui ne savent pas sont des imbéciles, ceux qui savent et ne font rien sont des criminels » (on pourrait rajouter, et ceux qui en profitent ?), ce jugement sévère de Bertold Brecht, qui a déjà servi tant de fois durant le siècle dernier, s'applique encore une fois dans cette histoire. La communauté internationale n'a réagi que quand les acolytes de Taylor s'en sont pris aux Casques Bleus en 2000, ce conflit dit de basse intensité s'est pourtant soldé par plus de 250'000 morts⁴⁵. On peut également relever que l'ONU, malgré son bon travail dans le domaine du maintien de la paix, reste mal adaptée à la gestion des conflits d'aujourd'hui, qui se jouent des frontières et des souverainetés. Il s'agit maintenant de gérer le désarmement de la région, la question des réfugiés, et le retour de la paix dans une société traumatisée, dévastée et à genoux.

Note méthodologique

Renseignements collectés dans la presse quotidienne française avec Pressens Full Text Database, dans les archives online de l'Hebdo de Lausanne, et dans la base de données de Covalence S.A.

Références complètes des articles disponibles sur demande.

Covalence SA, Av. Industrielle 1, 1227 Carouge, Geneva, Switzerland
tel: +41 (0)22 800 08 55 ; Fax: +41 (0)22 800 08 56
US Representative Office, 143 Dudley Street, Cambridge MA, 02140, USA, tel +(1) 617 429 4758
Scandinavian Rep.Office, Lokföraregatan 7C, 222 37, Lund, Sweden, Tel: 0046 (0) 46 14 97 15
<http://www.covalence.ch> / email info@covalence.ch